



Les critères biodiversité dans les nouveaux standards de reporting RSE

Groupe de Travail Reporting RSE



Lien vers le replay



Programme

Introduction

Sylvie Gillet – Responsable Biodiversité & Économie, ORÉE

Cadre réglementaire : initiatives internationales et état de l'art pour intégrer la biodiversité dans le reporting

Fanny Bancourt – Consultante en stratégies RSE & Biodiversité, BL EVOLUTION

Ciprian Ionescu – Responsable Capital Naturel, WWF FRANCE

Christopher Rannou – Chargé de projets Capital Naturel, WWF FRANCE

Retours d'expériences d'entreprises : incertitudes, dynamique collective nécessaire et cibles de réduction des pressions

Lina Dechamp – Sustainable Development Manager, MICHELIN

Séverine Facchin – Responsable Environnement, VINCI

Actualités CSRD

Pauline De Saint Front – Co-présidente du GT RSE

Gérard Schoun – Co-président du GT RSE



Cadre réglementaire : initiatives internationales et état de l'art pour intégrer la biodiversité dans le reporting

Fanny Bancourt – Consultante en stratégies RSE & Biodiversité, BL EVOLUTION



Les critères « biodiversité » dans les nouveaux standards de reporting RSE

Initiatives internationales et état de l'art

Intervenante :

Fanny Bancourt

biodiversite@bl-evolution.com



Objectif et ordre du jour

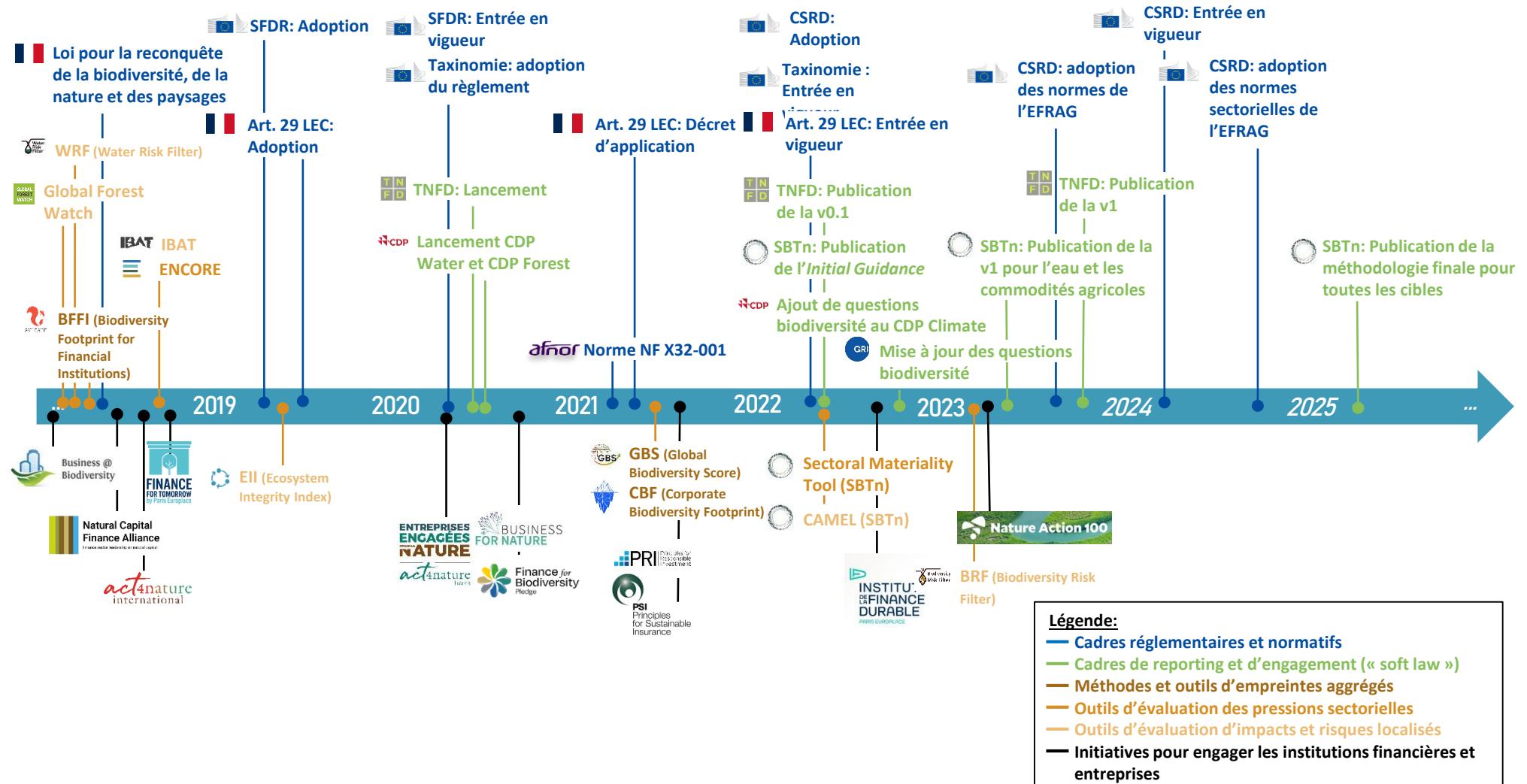
Objectif

Comprendre comment la biodiversité est intégrée au nouveau cadre réglementaire et où en sont les entreprises

Déroulé

- Rappel du cadre réglementaire sur la biodiversité
- Rappel des reporting volontaires
- Des méthodologies qui se consolident
- Où en sont les entreprises ?
- Se préparer au reporting

Accélération des réglementations, cadres et outils de reporting biodiversité



Rappel de la réglementation



CSRD



La directive Européenne CSRD vient renforcer les exigences de reporting des entreprises

Les nouvelles normes de reporting introduites par la CSRD permettent aux investisseurs de disposer de **données de qualité, fiables et comparables concernant les questions de durabilité** pour les entreprises.

L'évolution du reporting extra-financier visé avec la CSRD répond à plusieurs objectifs clés

Disposer d'informations étendues

Simplifier le processus de publication d'informations extra-financières

Disposer d'informations comparables

Disposer d'informations sur les impacts des questions de durabilité

Disposer d'informations fiables

La CSRD repose ainsi sur plusieurs implications clés et principes directeurs

Augmentation du nombre d'entreprises concernées

Articulation avec les autres réglementations européennes

Standards de reporting de durabilité
-> Principe de double matérialité
-> Thématiques ESG imposées
-> Exigences sur la qualité des informations publiées
-> etc.

Obligation d'audit du reporting extra-financier

Format digital et accessibilité des données en ligne

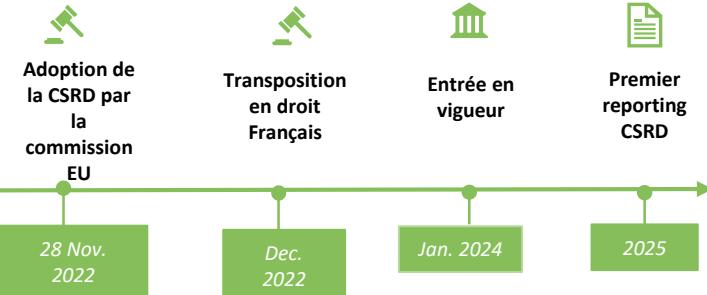


CSRD et ESRS : nouvelles normes de reporting en lien avec la biodiversité

CSRD: Corporate Sustainability Reporting Directive

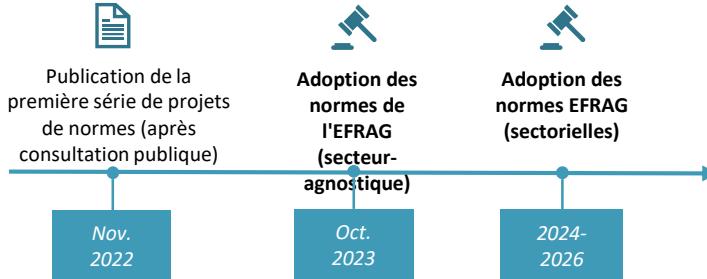
Proposition de directive européenne sur le reporting non financier, qui vise à remplacer la NFRD (qui a donné lieu à la "DPEF" dans sa transcription en droit français).

Les entreprises soumises au CSRD seront tenues d'appliquer les normes de reporting de l'EFRAG (ESRS).



EFRAG: European Financial Reporting Advisory Group

L'EFRAG, en sa qualité de conseiller technique de la Commission européenne, a présenté un ensemble de projets de normes européennes pour les rapports sur le développement durable (ESRS).

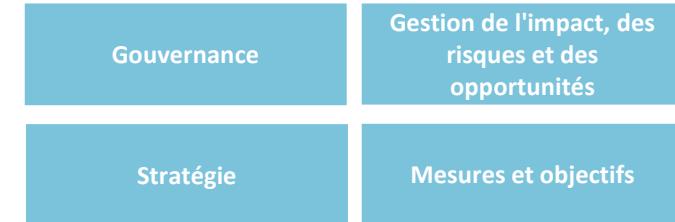


5 propositions de normes relatives à la nature et la biodiversité

Normes sectorielles – Environnement*	
ESRS E1	Changement climatique
ESRS E2	Pollution
ESRS E3	Eau & Ressources marines
ESRS E4	Biodiversité & Ecosystème
ESRS E5	Utilisation des ressources et économie circulaire

* Projets de normes; ESRS = European Sustainability Reporting Standards

Ce qui nécessitera des informations dans 4 catégories :



La réalisation d'une évaluation de double matérialité est nécessaire à l'entreprise pour identifier les impacts, les risques et les opportunités significatifs. Elle devra ensuite divulguer des informations sur les sujets identifiés comme matériels.



Zoom ESRS E4 Biodiversité : quelles sont les principales métriques d'impact que les entreprises doivent publier ?

A l'échelle de l'entreprise – si l'enjeu biodiversité est matériel

Nombre et surface de sites situés dans/près d'aires protégées

Utilisation des sols : surface totale, surface imperméabilisée, surface des zones orientées vers la nature

A l'échelle de l'entreprise

Si disponible et si l'entreprise contribue directement aux facteurs d'impact liés au changement d'utilisation des sols et de l'eau

Conversion dans le temps de la couverture terrestre

Changements dans la configuration spatiale du **paysage**

Connectivité fonctionnelle

Changements dans le temps de la **gestion de l'écosystème**

Changements dans la **connectivité structurelle de l'écosystème**

Si disponible et si l'entreprise contribue directement à l'introduction d'espèces exotiques envahissantes

Voies d'accès et nombre d'espèces exotiques envahissantes

Etendue de la surface couverte par ces espèces

Si disponible

Changements dans le nombre d'individus d'une espèce dans une zone spécifique

Pour les **espèces menacées d'extinction** : statut des espèces ; changements de l'habitat

Si disponible

Superficie de l'écosystème

Etat et qualité de l'écosystème par rapport à un état de référence

Composants de l'écosystème

Fonctionnement de l'écosystème

Un lien fort entre la biodiversité et les autres ESRS

Crise env.
globale

Erosion de la biodiversité / Dégradation des écosystèmes et de la nature

ESRS E4

Pressions
exercées
par les
activités
humaines
*(Facteurs
d'érosion de
l'IPBES)*

Changement d'usage des
terres et des mers

Exploitation directe des
ressources

Dont eau
ESRS E3

Changement
climatique

Pollutions

Espèces
exotiques
envahissantes

ESRS E1

ESRS E2

Leviers
d'action

Gestion de la
biodiversité sur site

Eco-conception des
produits et services

Dont optimisation
des ressources
(économie-
circulaire)
ESRS E5

Efficacité et
sobriété
énergétique

Achats
responsables

...

Article 29 LEC

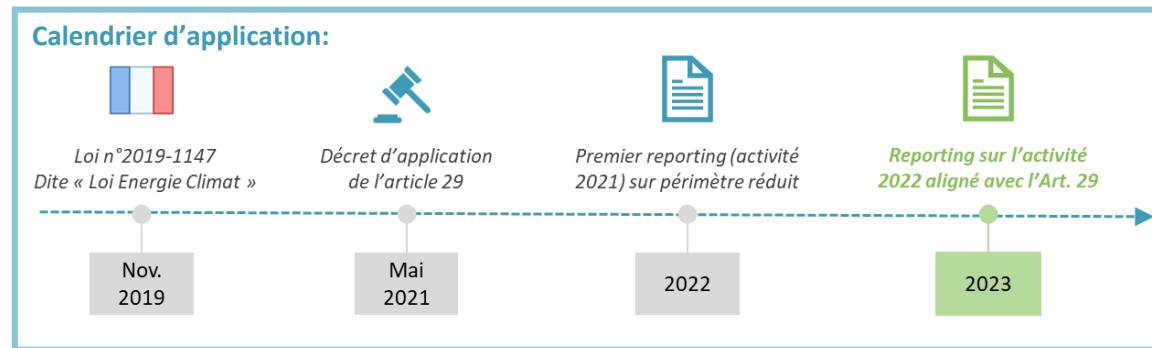


L'article 29 de la loi Energie-Climat: un volet biodiversité pionnier inclus dans le décret d'application de loi.

Le décret d'application de l'**Article 29 de la loi « Energie-Climat »** (LEC), adopté en 2021, est venu renforcer les obligations d'informations des institutions financières concernant leur intégration des risques ESG dans leurs stratégies, politiques et processus de décisions d'investissement. Ce texte a été pionnier en intégrant des exigences biodiversité, en plus des exigences sur le climat, avec une volonté forte de rester ambitieux malgré l'absence de méthodes et outils consensuels sur le sujet.

Désormais, il est demandé aux institutions financières, d'une part, un alignement de leurs portefeuilles avec les objectifs long terme sur la biodiversité (ceux définis par la Convention sur la Diversité Biologique) et, d'autre part, une analyse approfondie des risques liés à la biodiversité et leur intégration dans les processus de gestion.

Les rapports des institutions financières sont publiés annuellement sur la plateforme [Climate Transparency Hub](#) (CTH).



Pour: Les institutions financières

Sur: Climat & Biodiversité

Une obligation de reporting sur la biodiversité dès 2022 pour les institutions financières:

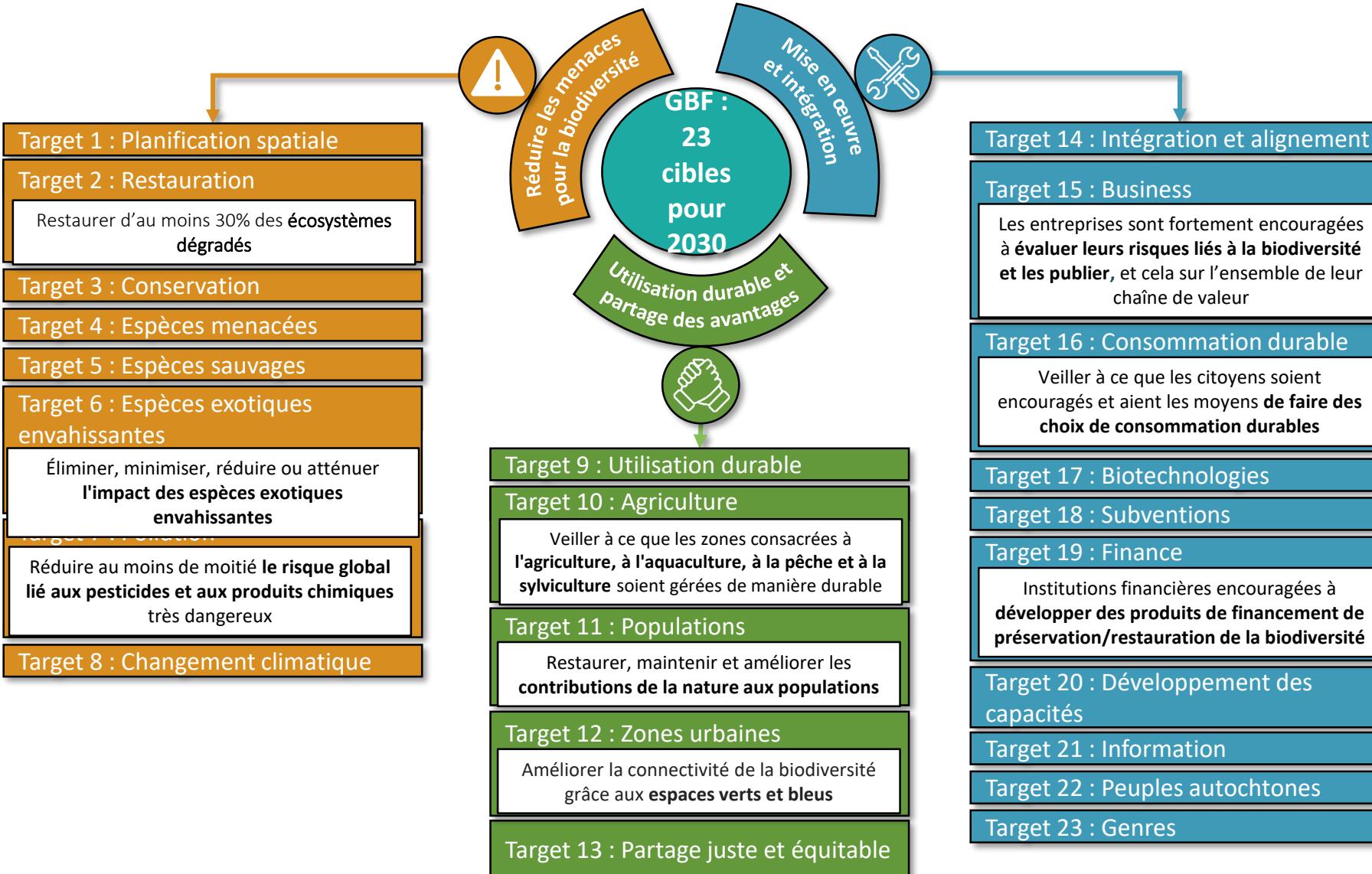
- ✓ Stratégie d'alignement avec les objectifs de la Convention sur la Diversité Biologique (3 objectifs: la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de la diversité biologique, et le partage juste et équitable des avantages émanant de l'utilisation des ressources génétiques; déclinés en 4 ambitions pour 2050 et 20 cibles pour 2030 dans l'accord de Kunming-Montréal en décembre 2022)
- ✓ Analyse de la contribution de leurs portefeuilles à la réduction des principales pressions sur la biodiversité (l'artificialisation des sols, la surexploitation des ressources, le changement climatique, les pollutions et les espèces exotiques envahissantes, telles que définies par l'IPBES), avec l'appui d'un indicateur d'empreinte biodiversité.
- ✓ Inclusion des critères ESG dans la gestion des risques des portefeuilles, et notamment les risques physiques, de transition et de responsabilité liés au changement climatique et à la biodiversité.
- ✓ Estimation quantitative de ces risques qui doit justifier d'une méthodologie, des données utilisées, et concernant les risques liés au changement climatique, de scénarios de prospection. Sur la biodiversité il faut distinguer :
 - les risques émanant des impacts causés par la stratégie d'investissement
 - les risques émanant des dépendances à la biodiversité des actifs et activités dans lesquels l'entité a investi.

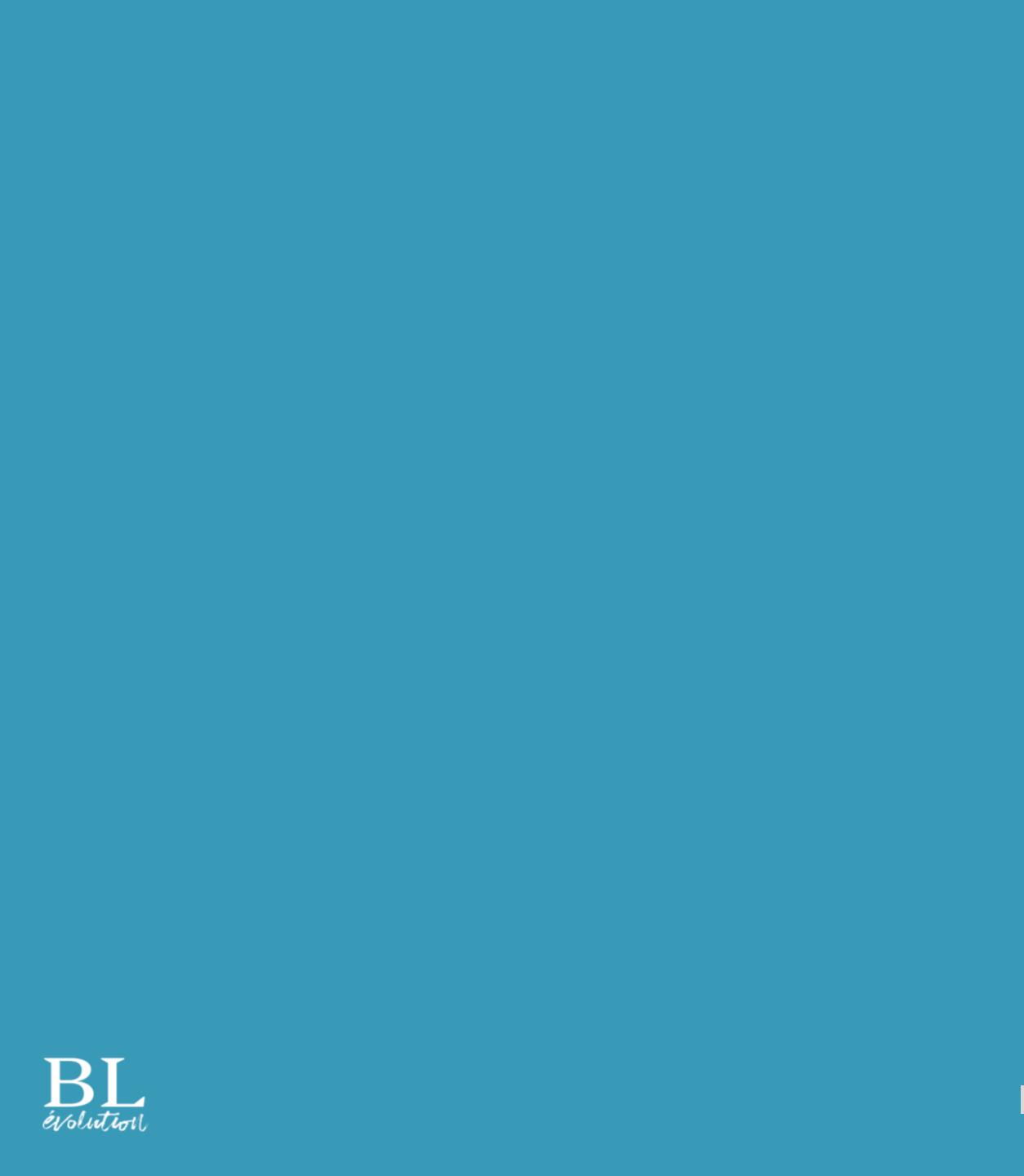


Les objectifs internationaux évoqués dans ces cadres : le Cadre Mondial pour la Biodiversité



Le Cadre Mondial pour la Biodiversité (GBF) de Kunming-Montréal





Reporting volontaire



CDP (Carbon Disclosure Project)

- Organisation de publication d'informations sur l'impact environnemental des entreprises à destination des institutions financières.
- Le **CDP Forest** traite des enjeux de déforestation sur 6 commodités.
- Le **CDP Water** traite de la sécurité de la ressource en eau.
- Depuis 2022 des questions liées aux enjeux **biodiversité** ont été incluses dans le **CDP Climate**.



GRI (Global Reporting Initiative)

- Organisme de divulgation et normalisation des performances environnementales des entreprises.
- Le GRI a mis à jour ses indicateurs biodiversité en 2022 (GRI-304), en intégrant des indicateurs opérationnels et localisés.



SASB

- Les standards SASB permettent d'identifier les enjeux de durabilité les plus pertinents pour chaque industrie. Ils sont utilisés par les acteurs financiers pour identifier leurs enjeux et leurs risques les plus matériels.
- Les enjeux identifiés par le SASB prennent en compte les impacts des activités économiques sur les écosystèmes.



Taskforce on Nature-related Financial Disclosure (TNFD)

- Organisation de publication d'informations sur l'impact environnemental des entreprises à destination des institutions financières.
- La TNFD définit un cadre sur la gouvernance biodiversité/nature, l'identification des impacts et dépendances à la biodiversité et l'évaluation et la gestion des risques/opportunités liés à la nature de l'entreprise et de sa chaîne de valeur.
- La TNFD propose une méthode (LEAP) pour reporter ces enjeux.

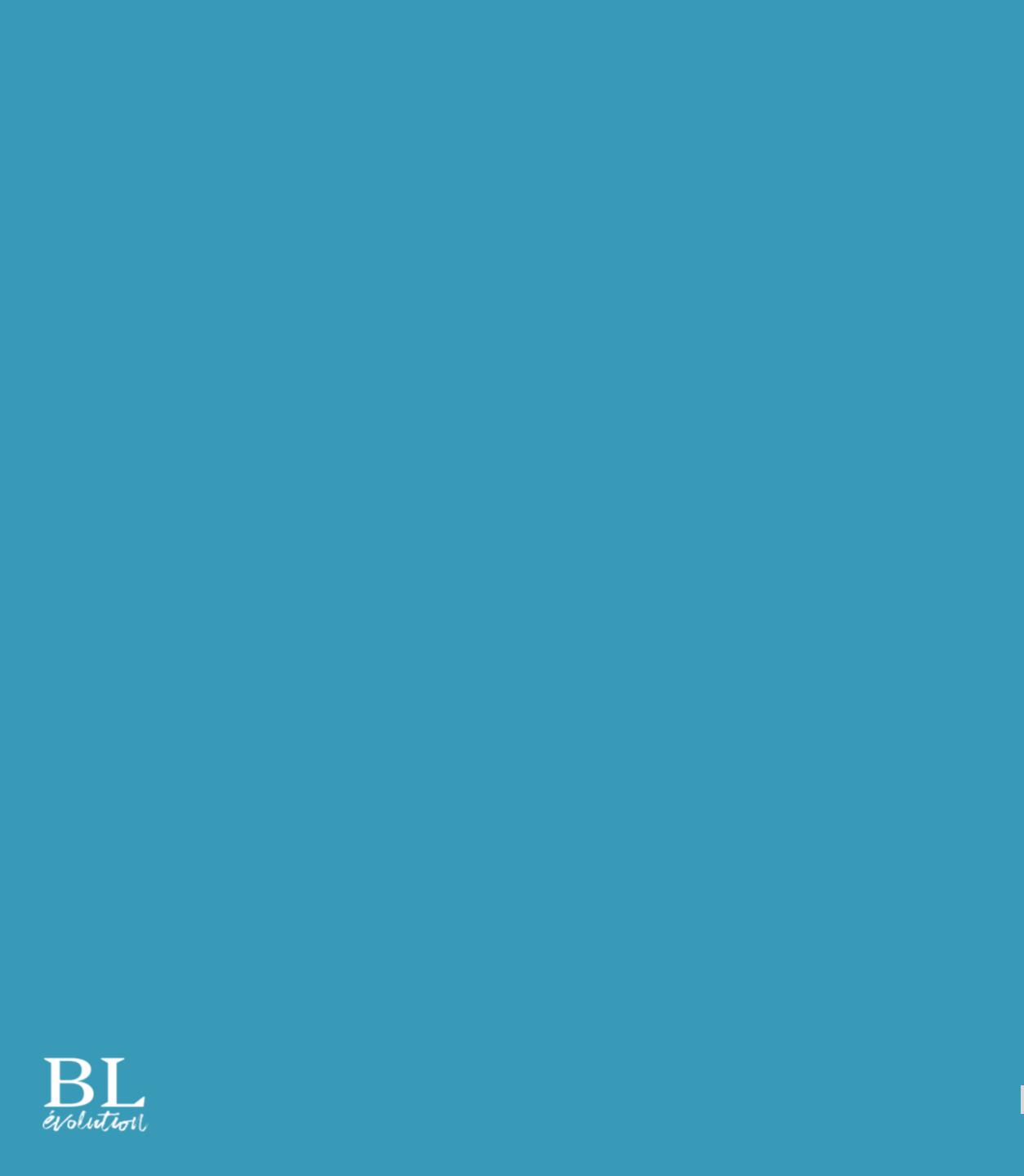


Science-based targets for nature (SBTN)

- Organisme qui propose une démarche pour définir des cibles en accord avec les limites planétaires sur les enjeux liés à la biodiversité, le climat, l'océan, la terre et l'eau douce
- Une démarche en 5 étapes : *Assess, Interpret & Prioritize, Measure, set and disclose, Act, Track.*

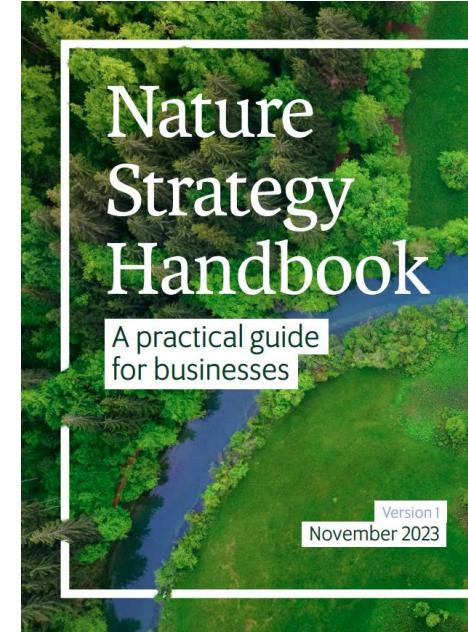
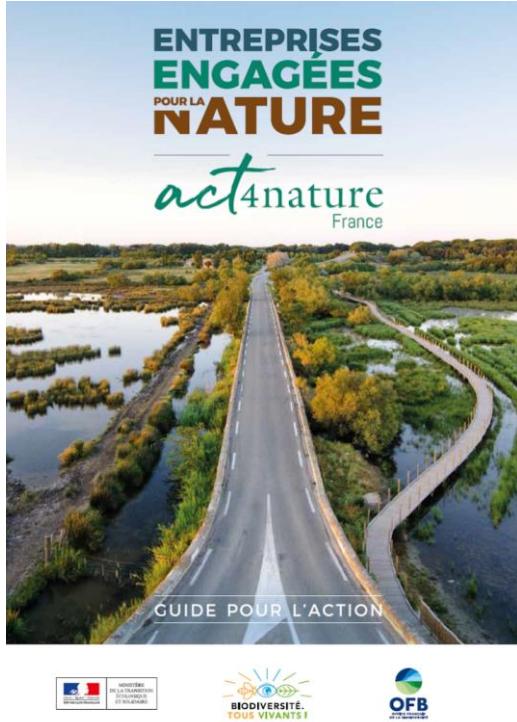
Zoom sur la TNFD : attentes et métriques

TNFD recommended disclosures			
Governance	Strategy	Risk & impact management	Metrics & targets
Disclose the organisation's governance of nature-related dependencies, impacts, risks and opportunities.	Disclose the effects of nature-related dependencies, impacts, risks and opportunities on the organisation's business model, strategy and financial planning where such information is material.	Describe the processes used by the organisation to identify, assess, prioritise and monitor nature-related dependencies, impacts, risks and opportunities.	Disclose the metrics and targets used to assess and manage material nature-related dependencies, impacts, risks and opportunities.
Recommended disclosures	Recommended disclosures	Recommended disclosures	Recommended disclosures
A. Describe the board's oversight of nature-related dependencies, impacts, risks and opportunities. B. Describe management's role in assessing and managing nature-related dependencies, impacts, risks and opportunities. C. Describe the organisation's human rights policies and engagement activities, and oversight by the board and management, with respect to Indigenous Peoples, Local Communities, affected and other stakeholders, in the organisation's assessment of, and response to, nature-related dependencies, impacts, risks and opportunities.	A. Describe the nature-related dependencies, impacts, risks and opportunities the organisation has identified over the short, medium and long term. B. Describe the effect nature-related dependencies, impacts, risks and opportunities have had on the organisation's business model, value chain, strategy and financial planning, as well as any transition plans or analysis in place. C. Describe the resilience of the organisation's strategy to nature-related risks and opportunities, taking into consideration different scenarios. D. Disclose the locations of assets and/or activities in the organisation's direct operations and, where possible, upstream and downstream value chain(s) that meet the criteria for priority locations.	A(i) Describe the organisation's processes for identifying, assessing and prioritising nature-related dependencies, impacts, risks and opportunities in its direct operations. A(ii) Describe the organisation's processes for identifying, assessing and prioritising nature-related dependencies, impacts, risks and opportunities in its upstream and downstream value chain(s).	A. Disclose the metrics used by the organisation to assess and manage material nature-related risks and opportunities in line with its strategy and risk management process. B. Disclose the metrics used by the organisation to assess and manage dependencies and impacts on nature. C. Describe the targets and goals used by the organisation to manage nature-related dependencies, impacts, risks and opportunities and its performance against these.
Driver of nature change			Indicator
Land/freshwater/ ocean-use change			1. Spatial footprint 2. Extent of land/freshwater/ocean-use change
Pollution/pollution removal			3. Pollutants released to soil split by type 4. Wastewater discharged 5. Waste generation and disposal 6. Plastic pollution 7. Non-GHG air pollutants
Resource use/ replenishment			8. Water withdrawal and consumption from areas of water scarcity 9. Quantity of high-risk natural commodities sourced from land/ocean/freshwater
Climate change			GHG emissions
Placeholder: Invasive alien species and other			Measures against unintentional introduction of invasive alien species
Placeholder: State of nature			Ecosystem condition Species extinction risk



Méthodologies pour répondre à ces nouvelles exigences

Différents guides et méthodes

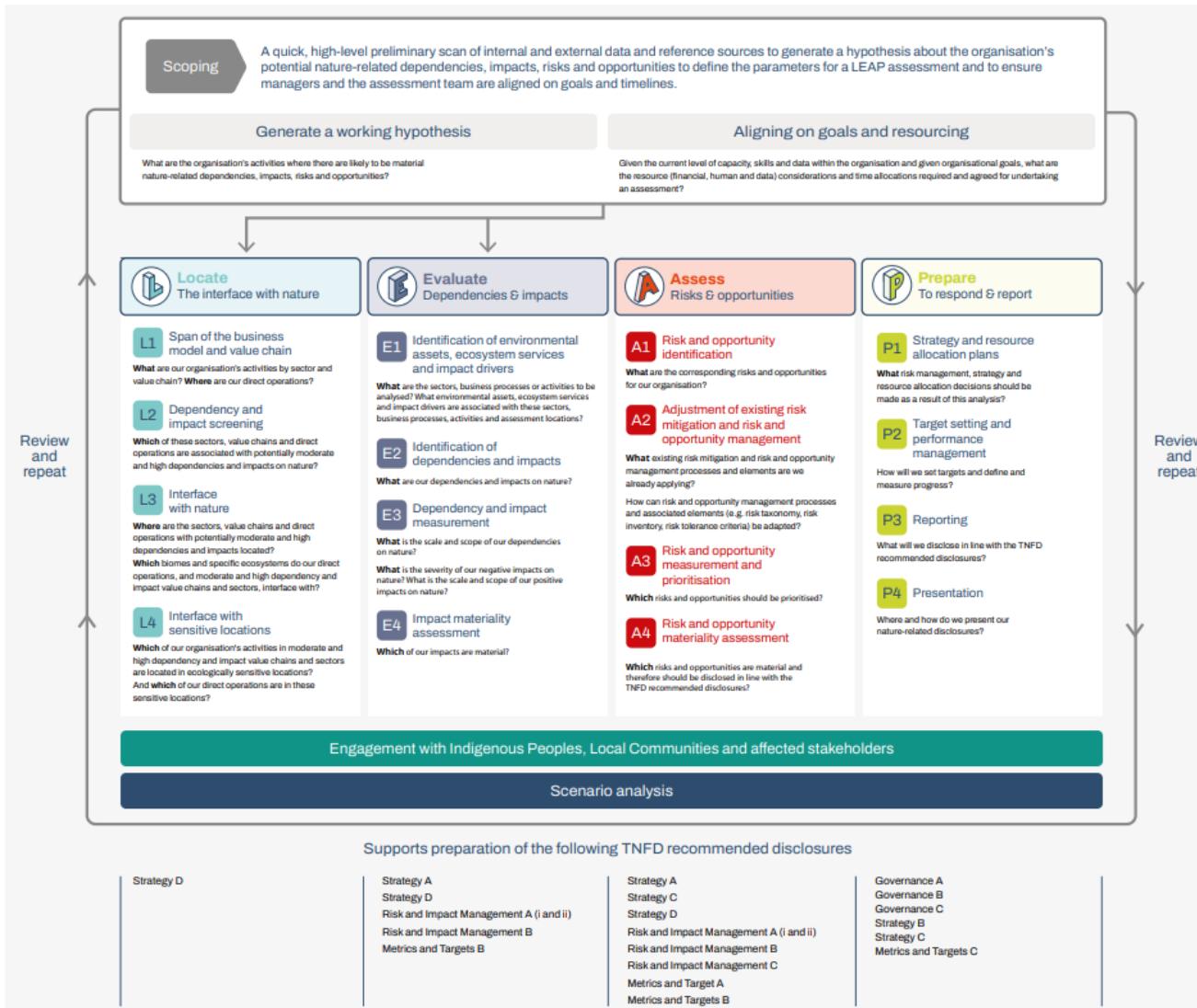


Identification et priorisation des dépendances, impacts, risques et opportunités

Définition d'un plan d'action/de gestion des risques avec des objectifs chiffrés traitant les enjeux prioritaires

Suivi du plan d'action et reporting

La méthodologie LEAP



Le LEAP est un processus flexible de due diligence : un ensemble de points d'attention plutôt qu'une méthodologie à suivre strictement.

L'utilisation du LEAP est optionnelle et n'est pas nécessaire pour le processus de divulgation de la TNFD



Où en sont les entreprises ?

Les entreprises ont déjà des objectifs et métriques liées à la biodiversité

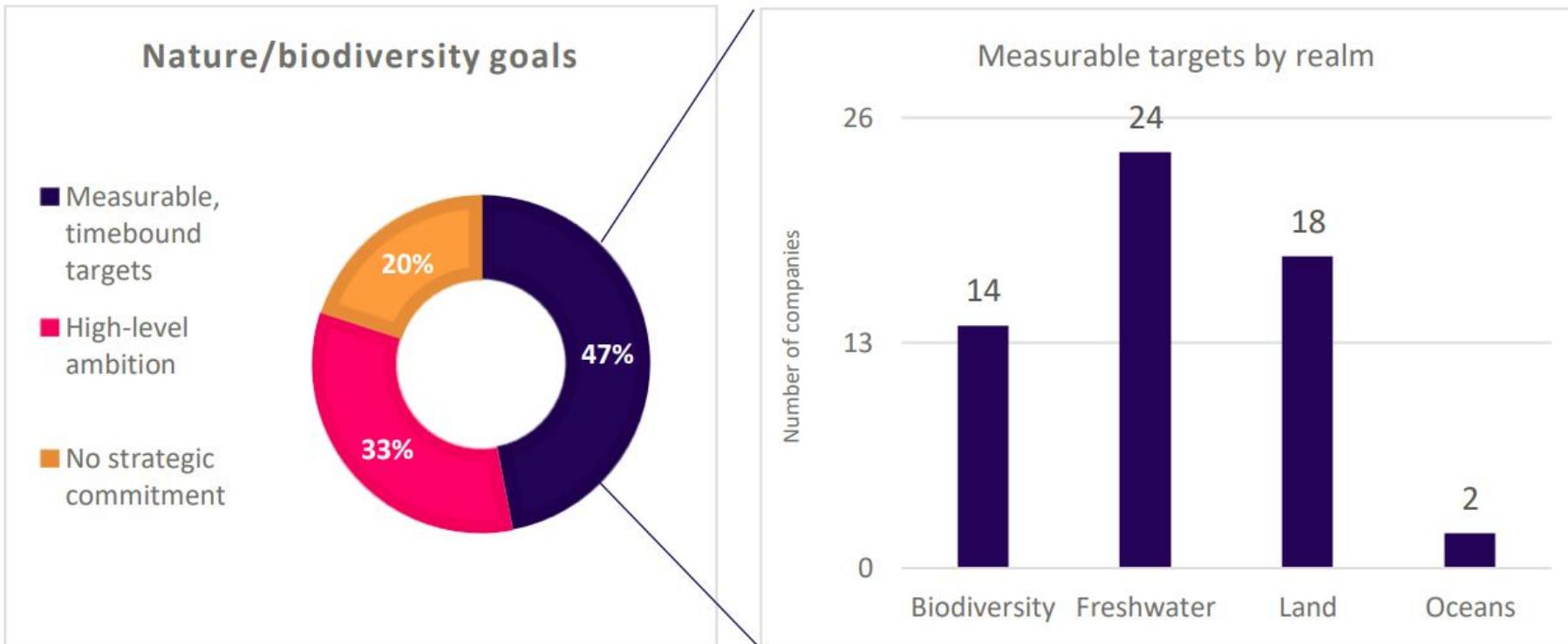
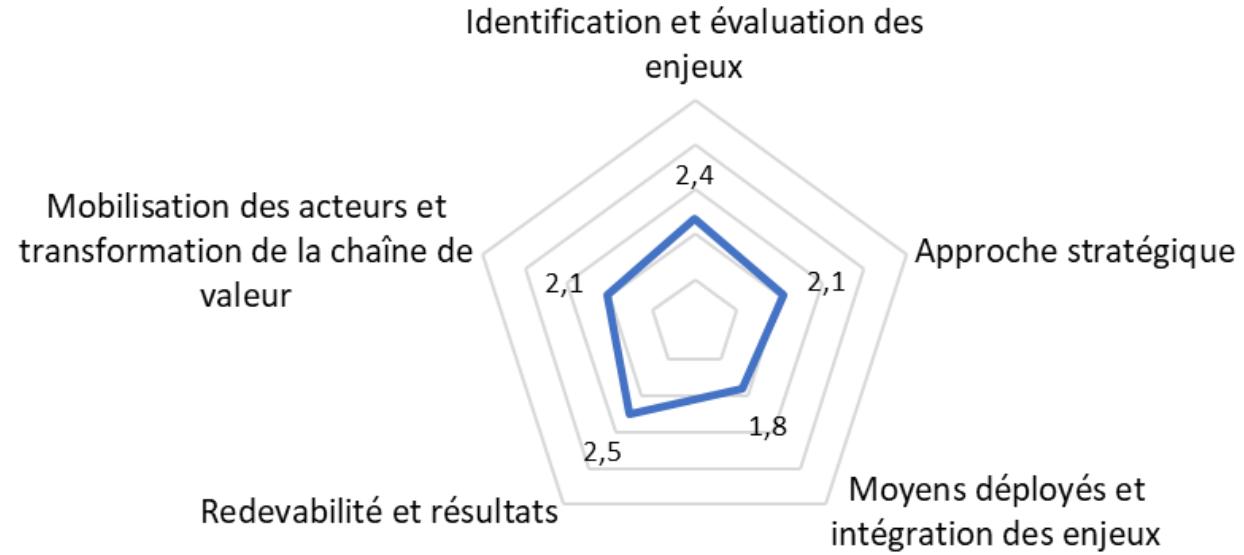


Figure 3: Nature/biodiversity goals and measurable targets by realm

Zoom sur le CAC40

Répartition des scores biodiversité 2023 en fonction des thèmes d'évaluation



Les entreprises ont l'habitude de reporter sur :

- Les objectifs et engagements environnementaux pris
- Impact carbone
- Consommation d'eau en opérations directes
- Pollutions en opérations directes
- Ressources et déchets
- Les risques environnementaux

Il va être nécessaire de consolider le reporting sur :

- Le changement d'usage des terres et des mers (déforestation, artificialisation...)
- La vision globale des impacts et dépendances de l'entreprise
- Le narratif entre les impacts et dépendances et les engagements pris
- Les indicateurs couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur

Synthèse

Conclusion : se préparer au reporting

Des données sont demandées par :

- La CSRD
- Vos investisseurs (en faisant référence aux cadres TNFD, CDP, GRI ou autres, ou aux agences de notations)

Ces données concernent globalement :

- L'identification et le reporting sur vos impacts, dépendances, risques et opportunités
- La description de votre stratégie ou plans d'action pour y répondre et le lien avec l'accord de Kunming-Montréal
- Certains indicateurs clés sur les pressions (autres que carbone) :
 - ESRS E4 : proximité et surface de vos sites à proximité des aires protégées
 - ESRS E3 : volume d'eau consommé (dont volume consommé en zone de stress hydrique)
 - ESRS E2 : volumes de polluants émis par type de polluants
 - ESRS E5 : quantité de ressources consommées (dont recyclées, réemployées ou certifiées) et déchets

➔ Il devient urgent de prendre le sujet en compte et de s'assurer que vous avez l'information. Il est également nécessaire de clarifier le narratif sur le sujet (compilation de nombreuses données que vous avez déjà)

Synthèse biblio

- Liste des data points de l'EFRAG : <https://efrag.sharefile.com/share/view/s1a12c193b86d406e90b1bcd7b6bb8f6f/fo37c90b-9d9b-4432-a76b-27760cfcc01b>
- Article 29 LEC : https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article_jo/JORFARTI000039355992
- Cadre Mondial pour la Biodiversité de Kunming-Montréal : <https://www.cbd.int/gbf/>
- TNFD : <https://tnfd.global/>
- WBCSD Business Readiness for Nature : <https://www.wbcsd.org/contentwbc/download/13832/200307/1>
- Publications de BL évolution pour construire sa stratégie biodiversité : <https://www.bl-evolution.com/publication/biodiversite/>



[Suite] Cadre réglementaire : initiatives internationales et état de l'art pour intégrer la biodiversité dans le reporting

Ciprian Ionescu – Responsable Capital Naturel, WWF FRANCE

Christopher Rannou – Chargé de projets Capital Naturel, WWF FRANCE

An aerial photograph showing a winding road through a patchwork of green agricultural fields. Some fields have dark, rectangular crop patterns, while others are lighter green. A few white, blossoming trees stand along the roadside. The overall scene is rural and scenic.

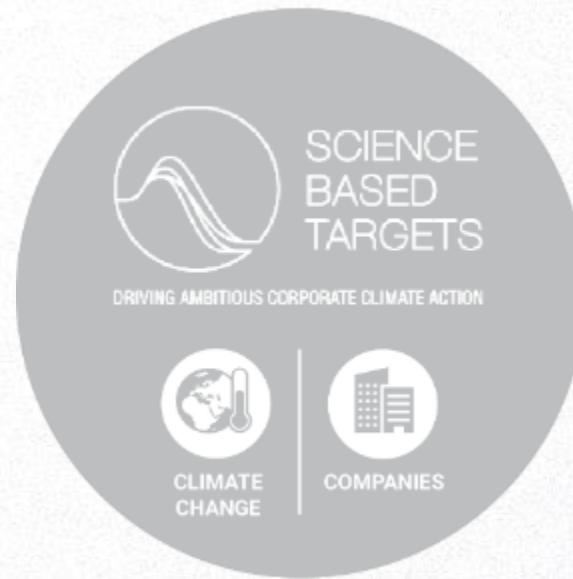
Science Based Targets Network Methods & links with reporting initiatives

**Ciprian Ionescu
Christopher Rannou
WWF France**

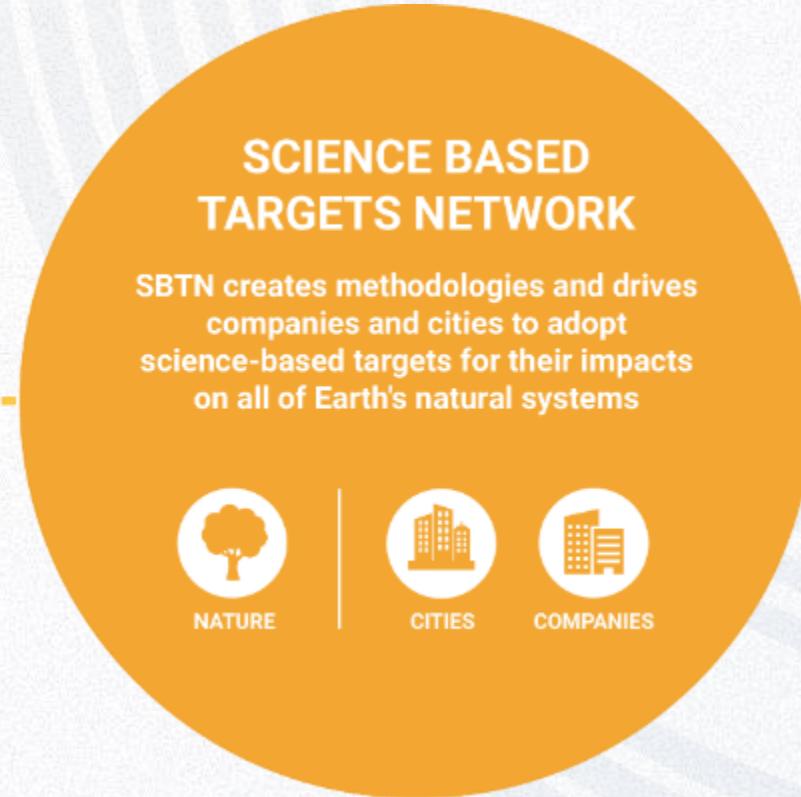
SBTN - Methodology and progress report



A NET ZERO, NATURE POSITIVE PATHWAY FOR BUSINESS



CLIMATE SBTs

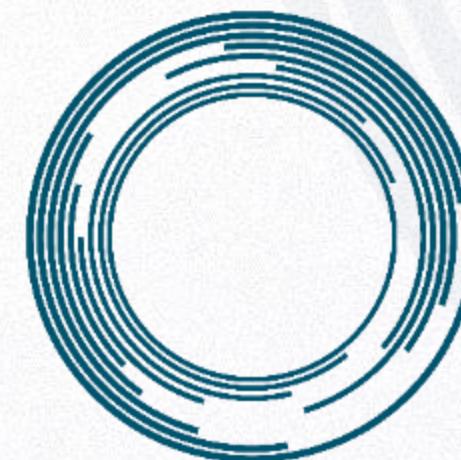


NATURE SBTs

BUILDING AND EXPANDING UPON CLIMATE TO ALL ENVIRONMENTAL IMPACTS

STRENGTH IN COLLABORATION

Founding partners – setting the standard for business to take action on nature



WORLD
RESOURCES
INSTITUTE

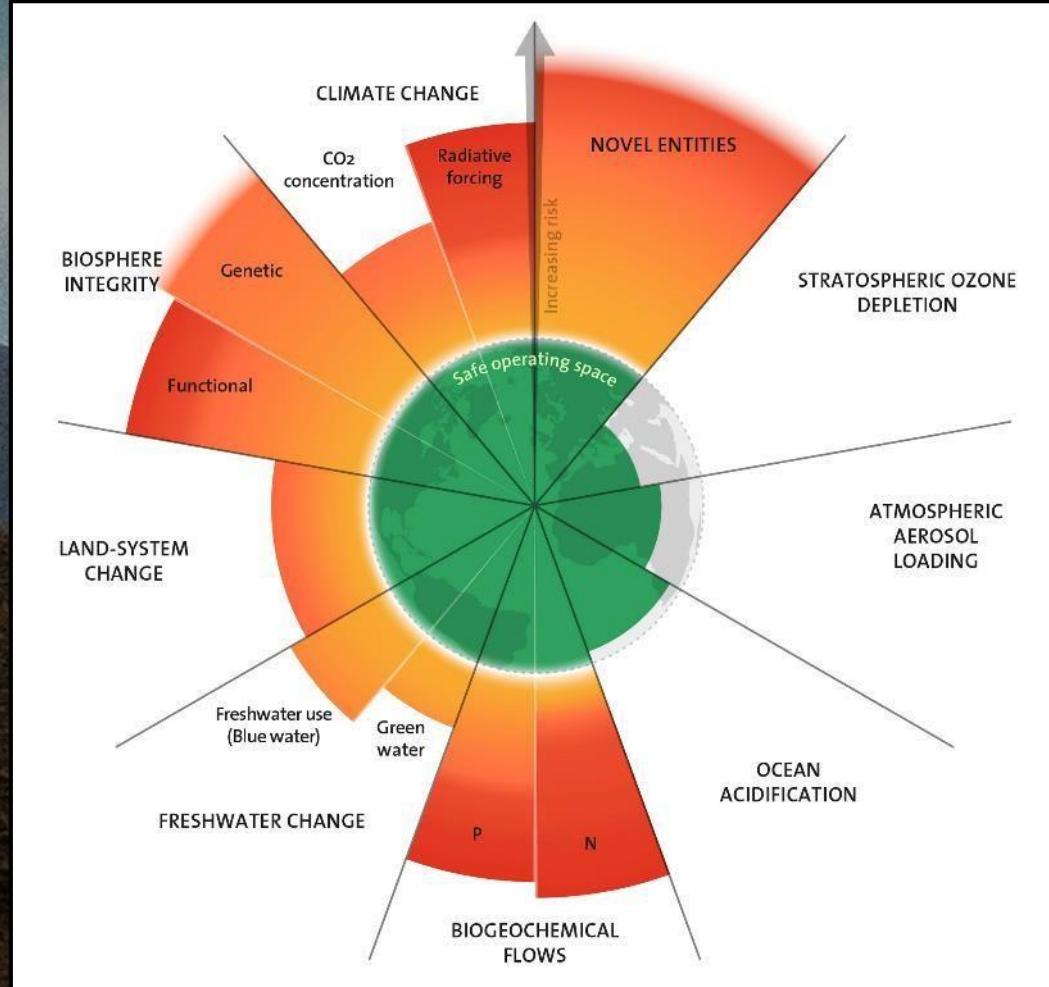


SCIENCE BASED TARGETS NETWORK

THE POWER OF THE NETWORK



AN INTEGRATED APPROACH TO NATURE ACTION



5 key action areas



Reducing carbon emissions



Preserving freshwater resources and water security



Supporting biodiversity and ecosystem services

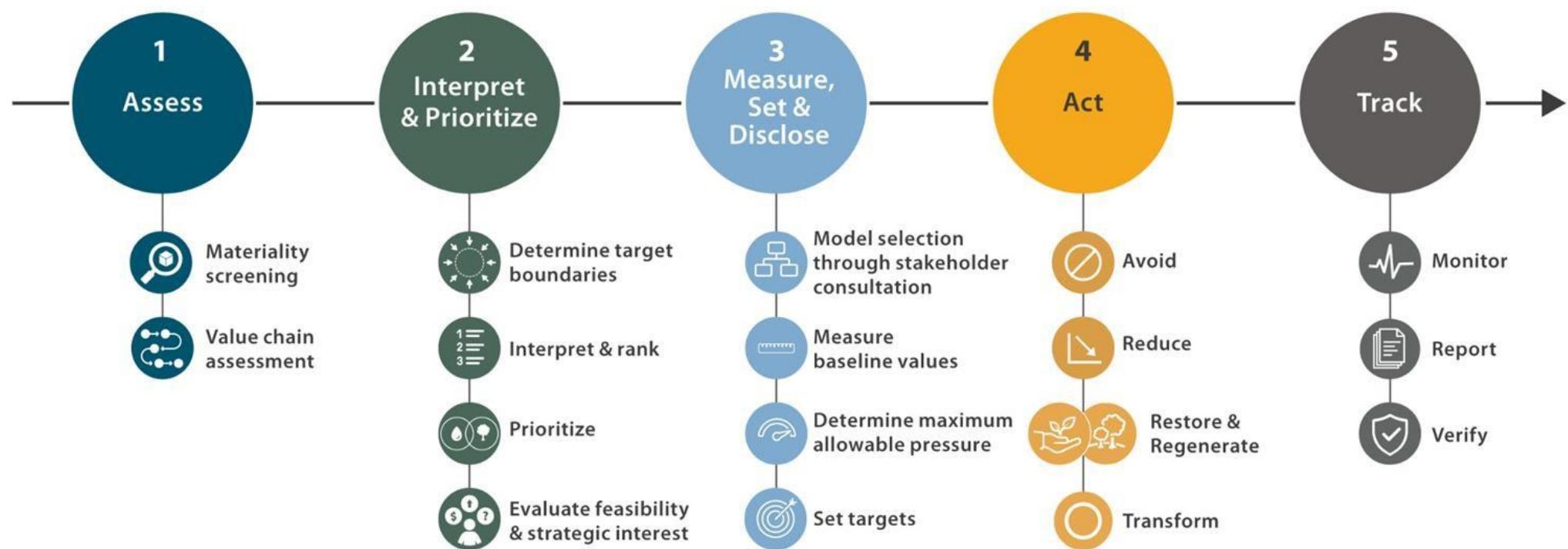


Preserving and regenerating land systems

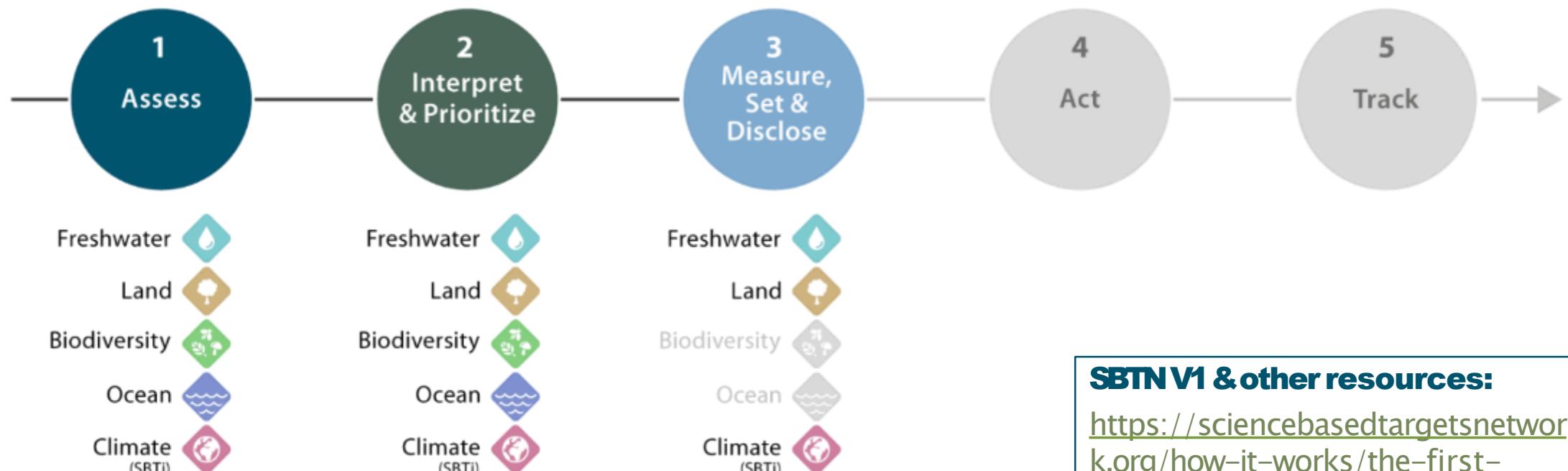


Securing healthy, diverse oceans

FIVE STEP PROCESS TO PUT SCIENCE INTO ACTION



SBTs FOR NATURE V1 (May 2023)



SBTN V1 & other resources:

<https://sciencebasedtargetsnetwork.org/how-it-works/the-first-science-based-targets-for-nature/>

Step 3: Target Setting

Example Targets for Freshwater



Water Quantity

"Company X will reduce its water extraction in the _ basin to _ km³/y by the year _."



Water Quality

Company X will reduce its nutrient load in the _ basin to _ kg P (or N)/y by the year _.

Step 3: Target Setting

Example Targets for Land



Target 1 No Conversion of Natural Ecosystems

Stop direct and indirect conversion of all natural, terrestrial ecosystems



Target 2 Land Footprint Reduction

Reduce the global occupation of production systems and liberate land, ideally for ecosystem restoration



Target 3 Landscape Engagement

Engage in materially relevant landscape scale initiatives to support actions and enabling conditions that lead to substantial improvements in nature



SBTN & Business engagement

200+ members in the SBTN Corporate Engagement Program

17 corporates selected in 2023 are currently testing the V1 target setting and verification process

6 French companies (1/3rd)

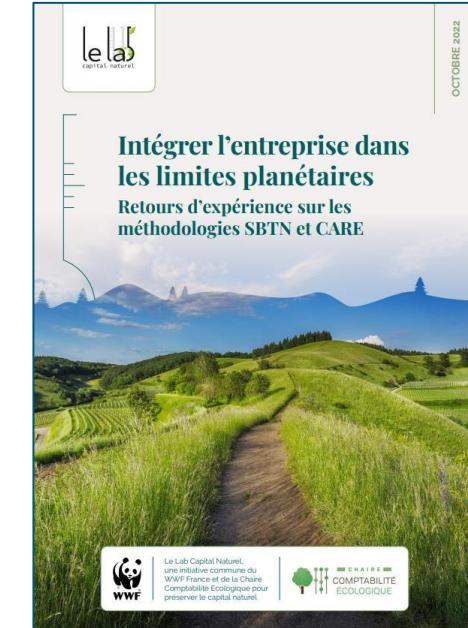


WWF France's involvement in SBTN

> **Methodological** development
(Biodiversity Hub, public
consultations, etc.)

> **Implementation** of the
framework with corporate partners

> **Advocacy** (towards private
sector & public decision makers)



French Businesses feedbacks on SBTN methodology:

<https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2022-12/Integrer%20l%27entreprise%20dans%20les%20limites%20plan%C3%A9taires.pdf>

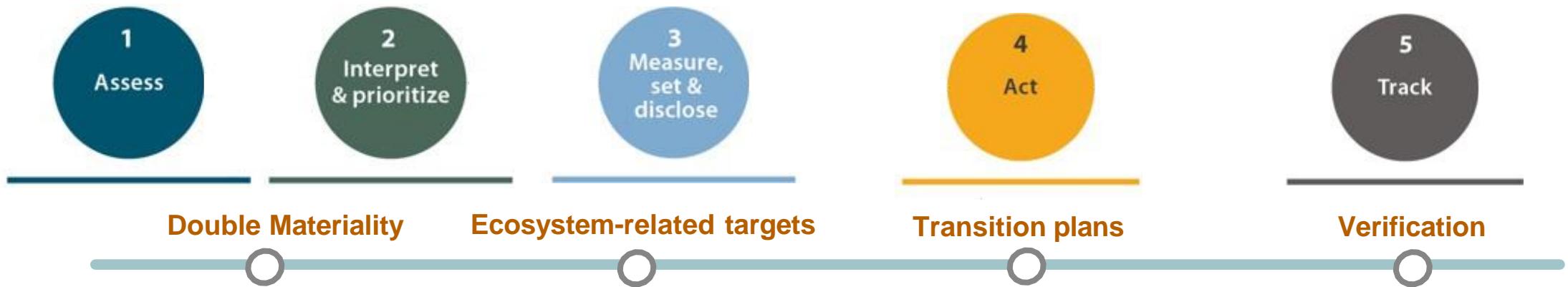
SBTN - Links with the reporting frameworks (CSRD & SBTN)



How does SBTN crossover with the CSRD?



SCIENCE BASED TARGETS NETWORK
GLOBAL COMMONS ALLIANCE



Require undertakings to report both on the **impacts of the activities** [...] and how sustainability matters **affect the undertaking**.

Standards compatible with the **respect of planetary boundaries** [...] and Post-2020 GBF*
The undertaking **shall** describe the **biodiversity and ecosystem-related targets** it has adopted

The undertaking **shall** disclose : An **assessment of the resilience of the current business model and strategy** to biodiversity and ecosystems-related risks

The CSRD makes it **mandatory** for companies to have an **audit of the sustainability information** that they report.



Philippe Diaz • 1er
Shifting the narrative from economic growth to wellbein...
2j • 

And you can find multiple references to SBTN in the #ESRS, which +60.000 EU and non-EU firms have to report against. A small step towards real sustainability reporting that can only be context-based by taking into account ecological (and social) thresholds.

SBTN and ESRS E4 disclosure support



On 25 October, EFRAG released a list of 'datapoints' of the ESRS

- 1 Excel and 1 Implementation guidance
- The Excel contains 1 178 ESRS datapoints

ESRS E4 – Biodiversity and Ecosystems contains 119 datapoints

- About half of them are on a voluntary basis

EFRAG

**EFRAg SIR meeting
25 October 2023
Paper 09-02**

This paper has been prepared by the EFRAG Secretariat for discussion at a public meeting of the EFRAG SIR. The paper does not represent the official view of EFRAG or any individual member of the EFRAG SIR or EFRAg SIR TSC. The paper is made available to enable the public to follow the discussions in the meeting. Tentative decisions are made in public and reported in the EFRAG update. EFRAg papers, as expressed by the EFRAg SIR, are published in a comment letter, discussion paper, press release or any other form of communication appropriate in the circumstances.

(Draft) List of ESRS datapoints – Implementation Guidance

Content and objectives of this Implementation Guidance

1. EFRAG releases the (Draft) List of ESRS datapoints – Implementation Guidance (after approval by the EFRAG SIR) as a Microsoft Excel workbook. This forms part of its implementation support activities, which consists of issuing non-authoritative implementation guidance and other tools to assist the application of sector agnostic ESRS adopted as decision-useful (as of 15 June 2023 ESRS).
2. The (Draft) List of ESRS datapoints – Implementation Guidance presents in an Excel format the complete list of all disclosure requirements in sector agnostic standards. It covers all the standards, except ESRS 1 General Requirements, as it does not set specific disclosures.
3. A first group of undertakings in scope of the CSRD will prepare their sustainability statement under ESRS, starting from 1 January 2024. Others will follow from 1 January 2025. The (Draft) List of ESRS datapoints – Implementation Guidance is useful for supporting undertakings in their preparation of the first sustainability statement according to the ESRS.
4. For the undertakings that already report their ESS data, this list can be used as a basis for a gap analysis of information already available. For them and for the other preparers, this list provides a structure to organise the data requirements in order to comply with the ESRS.
5. The (Draft) List of ESRS datapoints – Implementation Guidance is an Excel workbook in which the users can find the detailed requirements contained in each Disclosure Requirement and related Application Requirements with additional information (columns) useful to navigate and filter the content (i.e. the corresponding paragraph and sub-paragraphs of each item).

[\(Draft\) List of ESRS datapoints – Implementation Guidance](#)

DR	Name	Datatype	SBTN Link
E4-1 : Transition plan	<i>Explanation of how strategy and business model will be adjusted to [...] achieve alignment with relevant local, national and global public policy goals</i>	Narrative	Step 3. SET TARGETS Step 4. ACT
E4-2 : Policies	<i>Explanation of whether and how biodiversity and ecosystems-related policy supports traceability of products, components and raw materials with significant actual or potential impacts on biodiversity and ecosystems along value chain</i>	Narrative	Step 1. ASSESS Step 2. PRIORITIZE Step 3. SET TARGETS Step 4. ACT
E4-4 : Targets	<i>Disclosure of ecological threshold identified and methodology used to identify threshold (biodiversity and ecosystems)</i>	Narrative	Step 3. SET TARGETS
E4-5 : Impacts metrics	<i>Disclosure of metrics considered relevant (land-use change, freshwater-use change and (or) sea-use change)</i>	Narrative	Step 1. ASSESS Step 2. PRIORITIZE Step 3. SET TARGETS
E4 IRO-1	<i>Disclosure of whether and how actual and potential impacts on biodiversity and ecosystems at own site locations and in value chain have been identified and assessed</i>	Narrative	Step 1. ASSESS Step 2. PRIORITIZE

Relationship between SBTN and TNFD

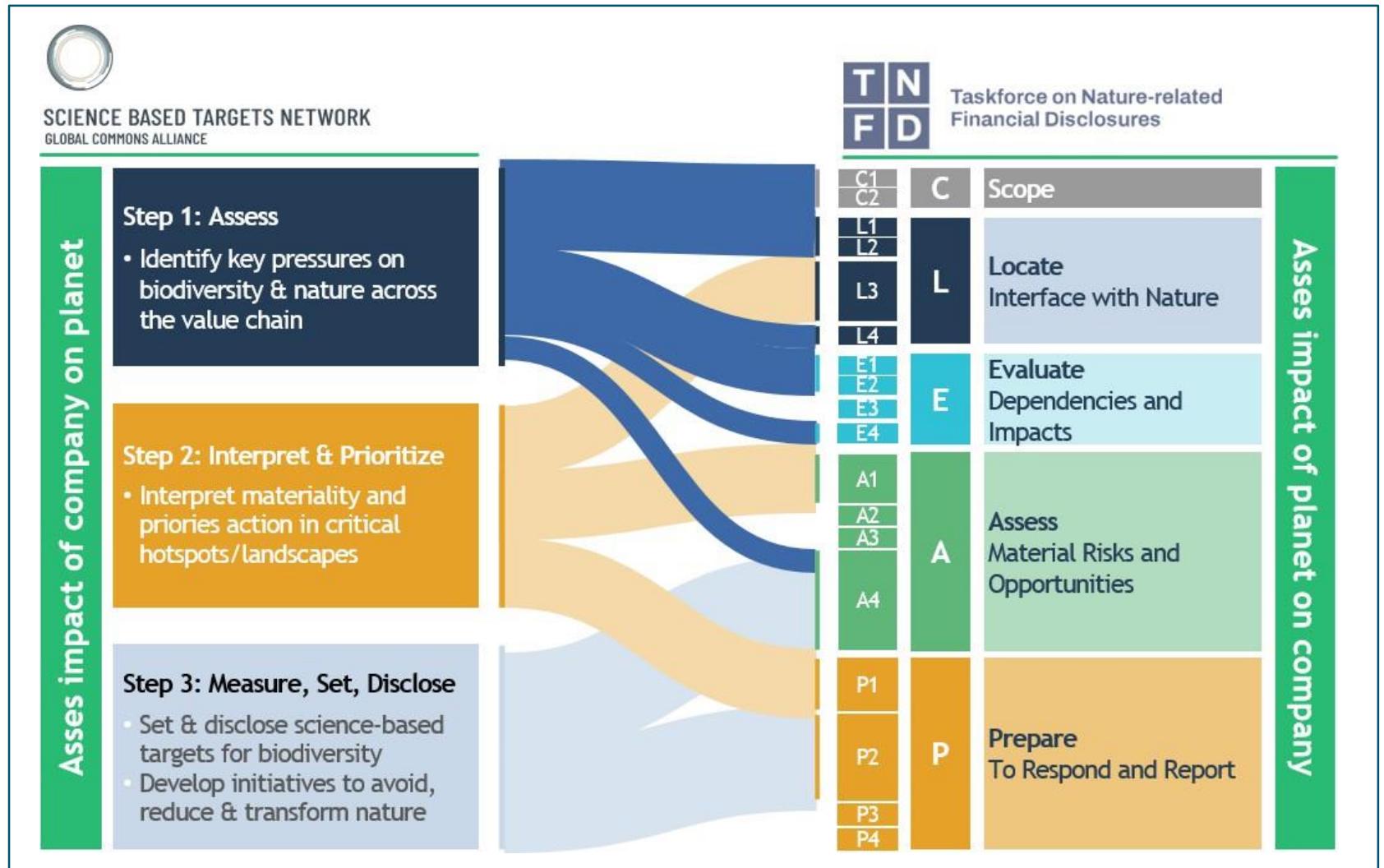
SBTN and TNFD joint Guidance



https://tnfd.global/wp-content/uploads/2023/09/Guidance_for_corporates_on_science_based_targets_for_nature_v1.pdf?v=1695138398

'SBTN is equipping companies with the guidance to set science-based targets for nature.'

'TNFD, in turn, is working to create a framework for companies and financial institutions to manage and disclose their nature-related risks'



Bonus: What about the Biodiversity Risk Filter?

What this is



A user-oriented tool of **nature-related risks to business**, supporting companies and financial institutions in identifying financially material issues

A corporate and portfolio-level screening and prioritization tool, helping companies and financial institutions prioritize where to focus action and investments

What this is not



A comprehensive model of **nature-related risks to nature & people** that captures nature in all its facets

A footprint assessment tool that provides biodiversity & water impact scores across corporate spheres of influence

A site-level assessment tool that provides highly granular or near-real time information at local scale



Thank you for your attention!



Working to sustain the natural world for the benefit of people and wildlife.

together possible™

panda.org

Ciprian Ionescu

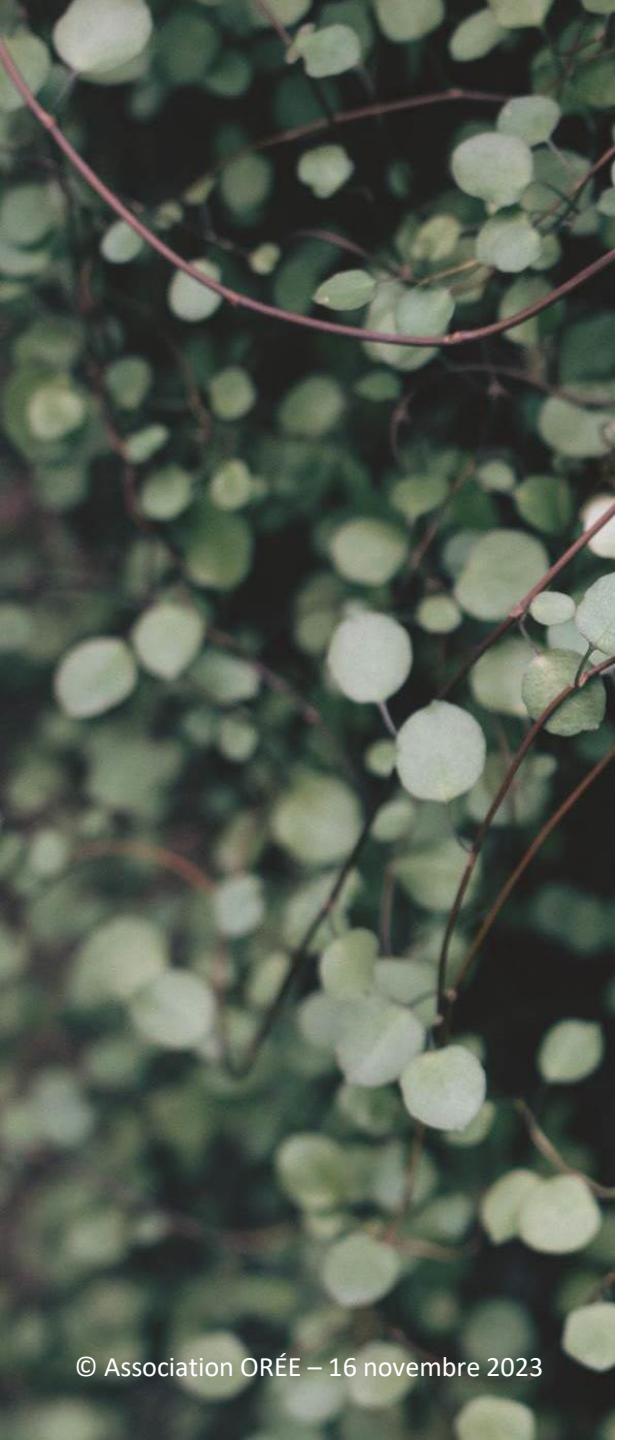
Responsable Capital Naturel | Head of Natural Capital

WWF France | 35-37 rue Baudin - 93310 Le Pré-Saint-Gervais | cionescu@wwf.fr

Christopher Rannou

Chargé de projets Capital Naturel | Natural Capital Officer

WWF France | 35-37 rue Baudin - 93310 Le Pré-Saint-Gervais | crannou@wwf.fr



Pour aller plus loin

- http://www.oree.org/source/_Biodiversite_Economie_Immersion_COP15.pdf
- <https://tnfd.global/>
- <https://nowfornature.org/read-the-handbook/>
- <https://engagespourlanature.ofb.fr/entreprises/ressources/guide-pour-laction-entreprises-engagees-pour-la-nature>
- <https://engagespourlanature.ofb.fr/entreprises/ressources/guide-pour-laction-entreprises-engagees-pour-la-nature>
- <https://nowfornature.org/>
- <https://sciencebasedtargetsnetwork.org/>
- <https://sciencebasedtargetsnetwork.org/resources/>
- <https://lab-capital-naturel.fr/publications>



Questions – réponses

1. Fixation des cibles et gestion des impacts cumulés :

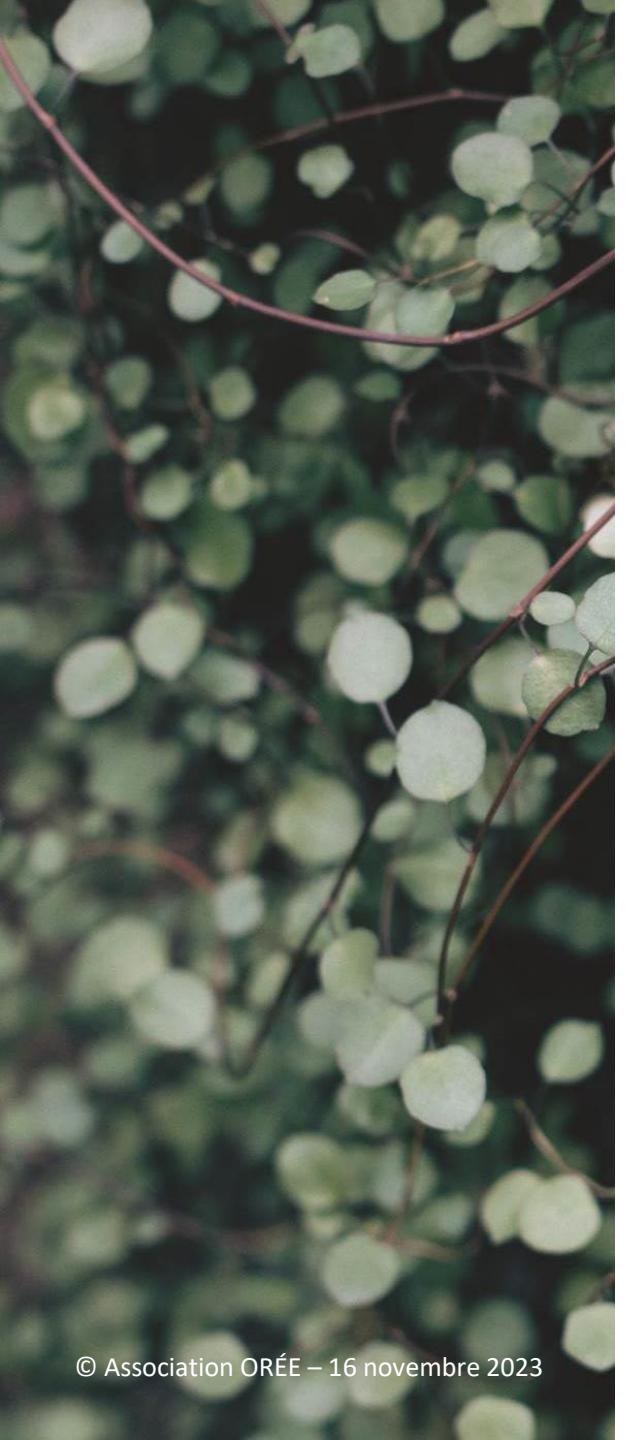
- Question : Comment les cibles sont-elles fixées individuellement et comment gérer les impacts qui sont, en réalité, cumulés ?
- Réponse : Les cibles sont fixées à partir des seuils écologiques au niveau de l'écosystème dans son ensemble (bassin versant, bassin laitier, plaine agricole, etc.) et réparties entre les acteurs via des méthodes d'allocation similaires à celles de SBTi. Cela suppose que chaque acteur du territoire respecte ses propres objectifs (comme pour le climat). Pour une vue d'ensemble, des sous-étapes de la fixation des objectifs : <https://sciencebasedtargetsnetwork.org/how-it-works/set-targets/>

2. Activités mobiles, construction, et impacts prioritaires :

- Question : Avec cette volonté de localiser les analyses, les actions, ... quid des activités mobiles comme la construction ?
- Réponse : Pour le secteur de la construction, les impacts a priori les plus prioritaires se situent au niveau de l'extraction et de la production des matières.

3. Indicateur "Water Quantity" et CSRD :

- Question : Comment devrait-on reporter la "Water Quantity" en m³ / bassin versant en utilisant SBTn, et quel devrait être le périmètre géographique pour la CSRD ?
- Réponse : Pour la CSRD, il faut juste faire la différence entre ce qui est consommé en stress hydrique et hors stress hydrique. Pas d'obligation de reporter par bassin versant. Si des cibles SBNT ont été faites, il est possible de les publier dans ce cadre.



Questions – réponses (suite)

4. Implementation Guidance de l'EFRAG et démarche SBTN :

- Question : Est-ce que l'implementation guidance de l'EFRAG mentionne explicitement la démarche SBTN ?
- Réponse : Oui, la démarche SBTN est explicitement mentionnée dans l'Implementation Guidance de l'EFRAG. On peut retrouver la mention de SBTN au sein de plusieurs ESRS Environnementaux, notamment sur le volet de recommandation target setting.

5. Coût de l'évaluation SBTN :

- Question : Quel est le coût pour être évalué SBTN ?
- Réponse : Pas de coût annoncé pour le moment. Les entreprises actuellement en cours d'obtention de targets validées font partie du groupe test des 17 (cf. intervention de WWF). Vraisemblablement, le coût sera comparable à celui du SBTi.

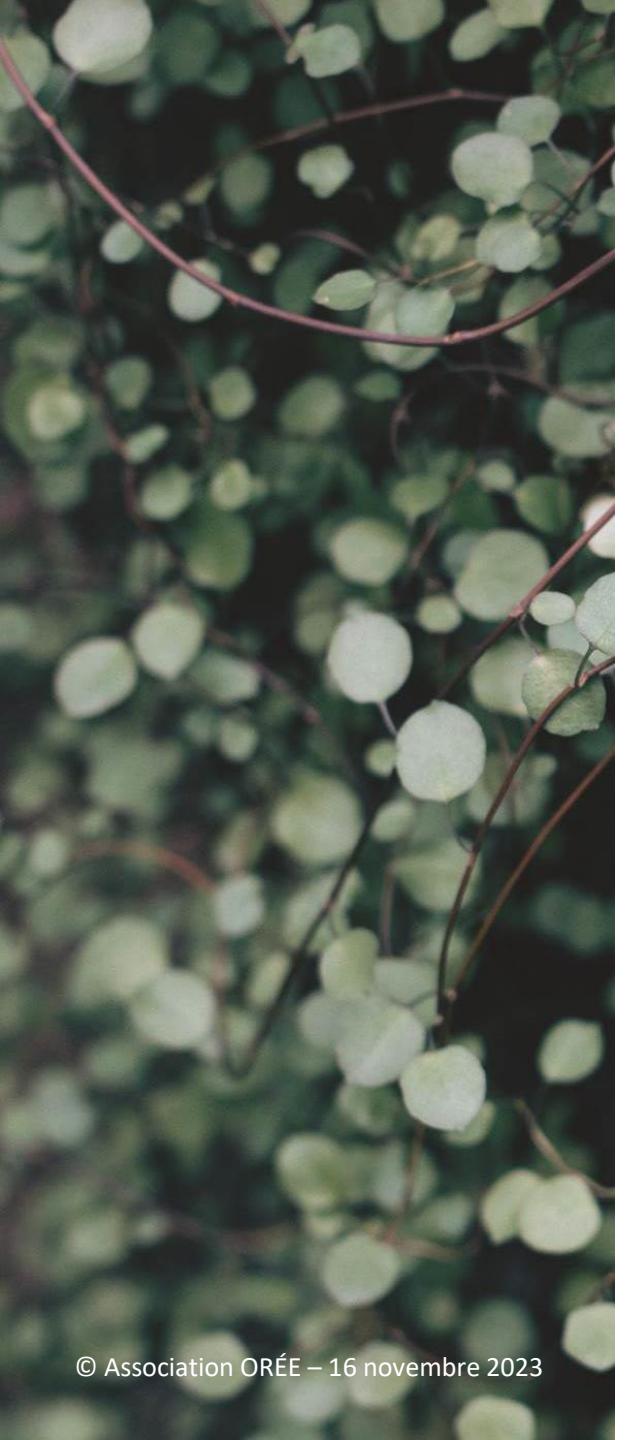
6. Comptabilité et reporting :

- Question : L'avenir du reporting est-il comptable ?
- Réponse : Oui, l'objectif de la CSRD est de mettre en lumière les effets financiers des enjeux RSE, incluant les risques biodiversité et climat. Il est fondamental de rapprocher l'information de durabilité et l'information financière, en reportant non seulement sur les actions passées et sur les engagements, mais aussi sur les dépenses passées et les budgets engagés. C'est d'ailleurs ce que commence à demander la CSRD sur le climat (exemple : la demande de divulgation non seulement des plans de transition, mais également des plans d'investissements associés). La taxonomie européenne demande également la publication des CAPEX et des OPEX. C'est aussi en lien avec tous les travaux sur la comptabilité multi-capitaux (exemple : Modèle CARE).



Retour d'expériences de MICHELIN

Lina Dechamp – Sustainable Development Manager, MICHELIN



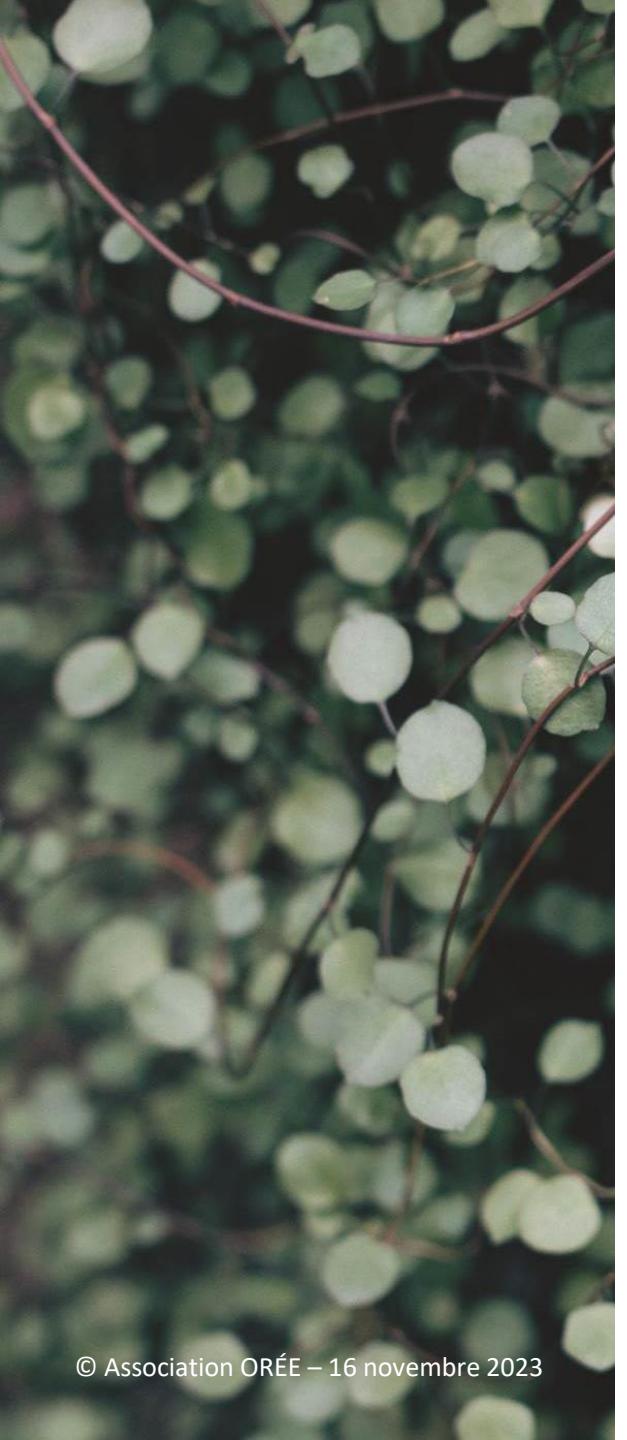
Pour aller plus loin

- <https://www.michelin.com/finance/donnees-indicateurs/performances-extr-financieres/>
- <https://www.michelin.com/finance/informations-reglementees/rapport-annuel/>



Retour d'expériences de VINCI

Séverine Facchin – Responsable Environnement, VINCI

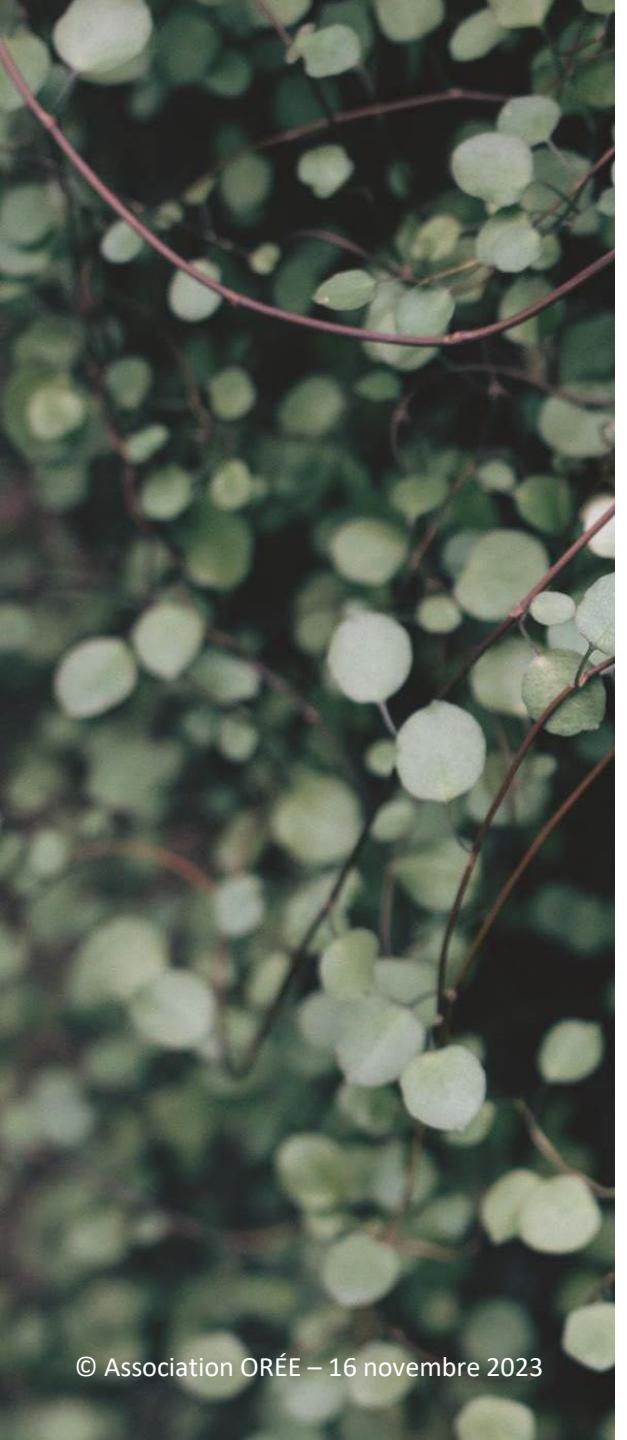


Pour aller plus loin

- <https://www.vinci.com/publi/vinci/vinci-document-enregistrement-universel-2022.pdf>
- <https://www.vinci.com/vinci.nsf/fr/item/preserver-les-milieux-naturels.htm>

Actualités CSRD

Pauline De Saint Front – Co-présidente du GT RSE
Gérard Schoun – Co-président du GT RSE



Pour aller plus loin

- https://www.actuel-direction-juridique.fr/sites/default/files/090166e502fb401c_0.pdf
- <https://www.efrag.org/Assets/Download?assetUrl=%2Fsites%2Fwebpublishing%2FMeeting%20Documents%2F2302241032237237%2F03-02%20Materiality%20Assessment%20Implementation%20guidance%20clean%20SRB%2020231025.pdf>
- <https://efrag.sharefile.com/share/view/s1a12c193b86d406e90b1bcd7b6bb8f6f/fo37c90b-9d9b-4432-a76b-27760cfcc01b>

Mission et composition de la Plateforme RSE

La Plateforme RSE traite des « questions environnementales, sociales et de gouvernance soulevées par la RSE », en répondant à des saisines gouvernementales ou dans le cadre d'auto-saisines.

Un **bureau** de 15 membres, élus chaque année par les 50 organisations membres, pilote les travaux.

Bureau	Entreprises	Syndicats	ONG	Chercheurs	Institutions
   	  	   	 	 	
   	  	  	      	   	 

Empreinte biodiversité des entreprises

La secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire, Emmanuelle Wargon, a saisi la Plateforme RSE en juin 2019 pour **étudier la prise en compte de l'enjeu de la biodiversité dans le reporting extra-financier des entreprises, identifier les bonnes pratiques et formuler des recommandations.**

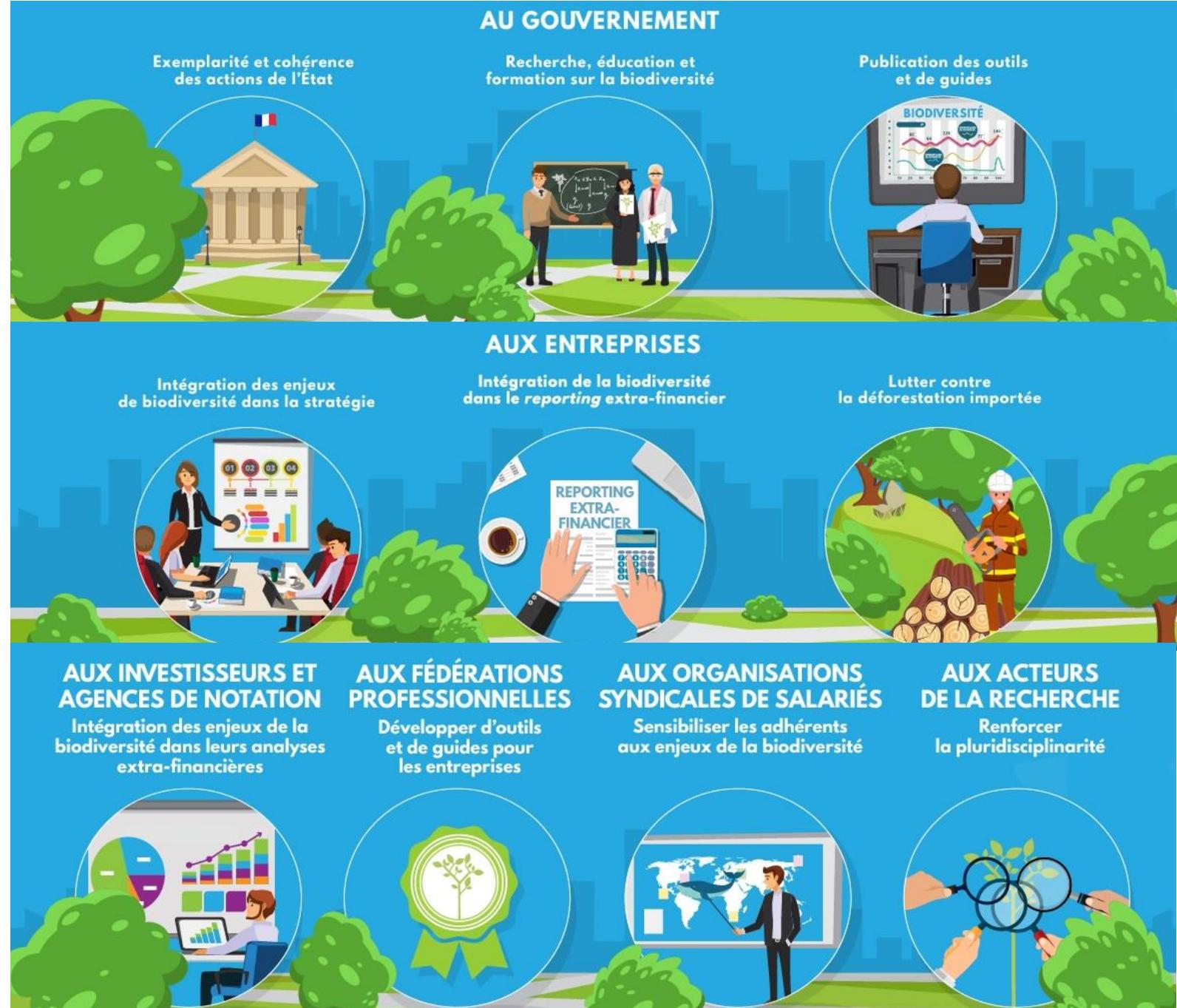


L'avis de la Plateforme RSE formule 10 recommandations, élaborées avec les membres et adoptées par consensus par le bureau.

Pour aller plus loin :

https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-rse-avis-empreinte-biodiversite-entreprises-mars-2020_0.pdf

LES 10 RECOMMANDATIONS DE LA PLATEFORME RSE



A vos agendas !

- **Le 23 novembre 2023 – 14h30 à 17h30** | Groupe de Travail Biodiversité et Économie : Interdépendance des entreprises à la biodiversité
- **Le 30 novembre 2023 – 14h à 17h30** | Comité francilien de l'économie circulaire : Tisser une mode circulaire
- **Le 5 décembre 2023 – 14h à 16h** | Webinaire « Les Circuits de l'économie circulaire » : Construire un projet d'aménagement circulaire
- **Le 7 décembre 2023 – 14h à 18h** | Groupe de Travail Économie circulaire et Sobriété : Définir les indicateurs sobriété en entreprise
- **Le 14 décembre 2023 – 9h30 à 12h30** | Club Métiers Déconstruction : L'intégration de l'économie circulaire dans les clauses CCTP
- **Le 29 janvier 2024 – à partir de 17h30** : Vœux d'ORÉE
- **Le 8 février 2024 – 14h30 à 17h30** | Groupe de Travail Biodiversité et Économie : Mise en œuvre de la Stratégie Nationale Biodiversité 2030 (SNB3)

Questionnaire - Programme 2024



Prochaine séance

27 février 2024

« Accélération de l'économie circulaire : les attentes
et les impacts de la CSRD »

9h30 à 12h

En distanciel

[Lien d'inscription](#)

Sylvie GILLET

Directrice du Développement et
Responsable Biodiversité et Économie

gillet@oree.org
01 48 24 31 38

Nathalie BOYER

Déléguée Générale

boyer@oree.org

Adèle OPALINSKI

Chargée de mission Reporting RSE et
Économie Circulaire

opalinski@oree.org
01 48 24 31 36



oreé